



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GACHES CHIMIE

8 rue Labouche ZI Thibaud
31500 Toulouse

Références : 2026_UD33_CRA_240
Code AIOT : 0005200375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement GACHES CHIMIE implanté Z.I. de Bègles Tartifume 7 -8 rue de Lugan 33130 Bègles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objectif de traiter les suites de l'inspection en date du 27/05/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GACHES CHIMIE
- Z.I. de Bègles Tartifume 7 -8 rue de Lugan 33130 Bègles
- Code AIOT : 0005200375

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GACHES CHIMIE est une entreprise d'environ 350 salariés répartis sur 8 sites en France (dont un Seveso SB à Mourenx, un Seveso SB à Avignon et un Seveso SH à Toulouse).

L'entreprise Gâche Chimie implantée à Bègles depuis 1995 est soumise à déclaration avec contrôle périodique au titre de nombreuses rubriques de la nomenclature des installations classées toxiques et inflammables principalement. Elle est spécialisée dans les produits composites. L'activité repose uniquement sur du négoce (achat, stockage, redistribution) de produits chimiques. Il n'y a pas d'activité de reconditionnement ou autre sur ce site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rétentions de tous les liquides	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Point 2.7.2 Annexe II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.5 et 3.7 annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée a permis de constater :

- que des travaux importants ont été effectués au niveau de la zone extérieure visant à éviter tout mélange de produits incompatibles ;
- que la zone de préparation dans la cellule principale, située au milieu du site, doit être déplacée vers la porte donnant vers l'extérieur ;
- la nécessité de fournir l'étude technico-économique en proposant des solutions pour éviter qu'une nappe enflammée de liquides inflammables n'impacte les produits minéraux notamment ;
- la nécessité de continuer à veiller au bon positionnement des rétentions au niveau des comburants, oxydants, acides et bases ;
- de veiller, au niveau de la zone de préparation de commandes à ce que les produits stockés, le soit sur une journée de travail maximum, sous surveillance et de façon à éviter tout déversement de produits dangereux dans le milieu naturel ;
- de solder les non conformités du dernier rapport des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétentions de tous les liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Point 2.7.2 Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions – dimensionnement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Inspections du 30/04/2024 :</u></p> <p>Lors de l'inspection du 30/04/2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a réorganisé ses stockages pour être conforme à cette prescription.</p> <p><u>En bâtiment couvert :</u></p> <p>Au sein de l'espace B1 se trouvaient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• deux zones où sont stockés les bases et oxydants, associés à des rétentions mobiles spécifiques ;• une zone où sont stockés les acides, associés à des rétentions mobiles spécifiques ;• deux zones où sont stockés des comburants, associés à des rétentions mobiles spécifiques. <p>Les liquides inflammables étaient stockés dans les espaces nommés E1, C1 et B2.</p> <p><u>En extérieur :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• les bases étaient stockées côté sud-ouest du bâtiment couvert, sur une rétention mobile spécifique ;• les acides étaient stockés sur l'aire de stockage extérieure située au sud du «bassin de confinement», qui sert actuellement de rétention pour cette zone de stockages. L'exploitant a précisé que cette partie du site allait faire l'objet de travaux afin de disposer, d'une zone permettant de stocker des oxydants, des bases et des acides, et d'une zone de dépotage, conformément aux réglementations applicables.• des produits inflammables étaient stockés dans un container (espace E2), associé à une rétention, situé entre les bases et le bâtiment couvert. <p>L'inspection des installations classées précisait que la mise en demeure prise le 23 juin 2023 sur le respect de la présente prescription peut être levée.</p> <p><u>Inspection du 27/05/2025 :</u></p> <p>Lors de l'inspection du 27/05/2025, l'inspection des installations classées a constaté :</p> <p><u>Au niveau de la zone de préparation de commandes :</u></p>

- que des liquides inflammables étaient stockés au-dessous des produits comburants ;
- que des acides et des bases étaient stockés à proximité ;
- que cette zone n'était pas matérialisée.

Au niveau des stockages extérieurs :

- que les acides stockés à l'extérieur avaient comme rétention déportée le bassin de confinement. L'exploitant a confirmé que la partie du site dans laquelle étaient stockés actuellement les acides à l'extérieur allait faire l'objet de travaux afin de disposer d'une zone permettant de stocker des oxydants, des bases et des acides, et d'une zone de dépotage, conformément aux réglementations applicables, avant fin 2025 ;
- que les bases stockées à l'extérieur disposaient d'une rétention spécifique.

Au niveau des stockages en bâtiment :

- que les comburants étaient stockés dans l'espace B1 du bâtiment, au niveau de deux zones sur rétentions spécifiques ;
- que les acides étaient stockés dans l'espace B1 du bâtiment, au niveau d'une rétention spécifique ;
- que les bases étaient stockées dans l'espace B1 du bâtiment, au niveau de deux zones sur rétentions spécifiques ;
- que les liquides inflammables étaient stockés dans les espaces C1 et B2 du bâtiment.

La rétention de ces produits était assurée par la rétention du bâtiment, ce qui n'était pas optimal car en cas de feu de ces produits, une nappe de liquides inflammables en feu pouvait notamment impacter la zone de préparation de commande ainsi que les stockages d'acides et de bases notamment.

Il a également été constaté, lors de cette inspection, que les rétentions des acides et des bases, stockés dans le bâtiment, n'étaient pas suffisamment bien positionnées pour recueillir toute fuite de ces produits.

L'inspection des installations classées précisait donc à l'exploitant :

- qu'il ne doit pas stocker, au niveau de sa zone de préparation de commandes, de liquides inflammables au-dessous des produits comburants ;

- comme précisé lors de la précédente inspection, si l'exploitant souhaite stocker des produits incompatibles à proximité les uns des autres pendant les phases de préparation de commandes alors, il veille à respecter les trois critères suivants :

- les produits stockés dans la zone de préparation de commande sont limités en quantité à l'équivalent d'un camion (quantité à préciser),
- la durée de présence des produits dans la zone de préparation est limitée à une journée et, en tout état de cause, aucun produit ne pourra y être stocké en dehors des heures de fonctionnement des installations,
- au moins un personnel de la société GÂCHES CHIMIE est présent en permanence à proximité de la zone de préparation lorsque celle-ci comprend des produits.

et que cette zone doit être matérialisée ;

- de veiller également à ce que les rétentions des acides et des bases, dans le bâtiment, soient toujours correctement positionnées afin de recueillir tout écoulement potentiel.

L'inspection des installations classées demandait également à l'exploitant de fournir une étude technico-économique pour la mise en place d'une rétention dédiée au niveau du stockage de

liquides inflammables, afin d'éviter un feu de nappe, en cas d'incendie, dans tout le bâtiment, sous 6 mois.

Par courriel du 12/09/2025, l'exploitant a transmis des photos démontrant :

- l'absence de liquides inflammables au dessous de sa zone de préparation de commandes ;
- que les rétentions des acides et des bases, dans le bâtiment, sont correctement positionnées afin de recueillir tout écoulement potentiel.

Inspection du 17/03/2026 :

Lors de la visite du 17/03/2026, l'inspection des installations classées a constaté :

Au niveau des zones de préparation de commandes :

- que le site dispose de deux zones de préparation de commande, au niveau des espaces D et B1 du bâtiment, où sont mélangés tous les produits (acides, bases, liquides inflammables, oxydants, comburants,...), dont une au milieu de la cellule principale (zone B1) stockant les liquides inflammables, les comburants, et les produits minéraux notamment. Cette zone peut donc être considérée comme un stockage de part sa situation. L'inspection a donc demandé à l'exploitant de déplacer cette zone à proximité de l'issue extérieure du bâtiment, et de ne stocker dans ces zones que des produits sur la journée de travail (pas la nuit et le week-end), sous surveillance et de manière à ce que d'éventuels écoulements soient confinés ;
- que ces zones de préparation sont matérialisées ;
- que les liquides inflammables n'étaient pas stockés au-dessous des produits comburants.

Au niveau de la zone extérieure :

- que cette zone a été complètement modifiée. Cette zone comprend dorénavant un auvent avec deux zones de stockages d'acides sur rétentions bétons, une zone de stockage de base sur une rétention béton et une zone de dépotage reliée à deux bassins en bétons, via un avaloir, destinés à recueillir les épandages éventuels au niveau de la zone de dépotage (l'un pour les acides et l'autre pour les bases), avant d'être éventuellement dirigées dans le bassin de confinement. Contrairement à ce qui était prévu, aucun oxydant n'est stocké à l'extérieur. Tous les oxydants sont stockés à l'intérieur.

Au niveau des stockages à l'intérieur :

- que les comburants, les oxydants et les acides sont stockés dans l'espace B1 de la cellule principale, sur des rétentions dédiées bien positionnées ;

- que les bases et les oxydants sont stockés dans l'espace B1, dans des rétentions dédiées bien positionnées, ou bien à même le sol pour les GRV en contenants fusibles d'hypochlorite de soude, sachant que cette cellule est sur rétention ;

- que les liquides inflammables sont stockés, dans cette même cellule dans les espaces C1 et B2, en bidons métalliques ou plastiques et en GRV métalliques et fusibles. Comme demandé par l'inspection des installations classées, une étude technico-économique a été réalisée afin d'éviter qu'un incendie de ces produits provoque une nappe inflammable pouvant impacter la zone de préparation ainsi que les stockages de produits minéraux notamment. Cette étude technico-économique propose les 3 solutions suivantes :

- détection par explosimètre puis fermeture par une barrière métallique de la zone de stockage des liquides inflammables dirigés ensuite vers une rétention déportée ;
- détection par explosimètre puis fermeture par une barrière métallique de la zone de

- stockage des liquides inflammables avec rétention interne ;
- détection par explosimètre puis fermeture par des batardeaux de la zone de stockage des liquides inflammables avec rétention interne.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre cette étude technico-économique et de proposer des solutions afin d'éviter qu'un feu de nappe de liquides inflammables n'impacte les produits minéraux dans la cellule principale du bâtiment.

Concernant le bon positionnement des rétentions dans la zone B1, l'exploitant a indiqué que le HSE venait sur le site toutes les semaines et était très vigilant au bon positionnement de ces rétentions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- déplacer la zone de préparation de commandes située au milieu de la cellule principale, à proximité de l'issue donnant vers l'extérieur, **sous 3 mois** ;
- fournir l'étude technico-économique modifiée suite aux échanges en inspection, **sous 3 mois**, afin d'éviter qu'une nappe enflammée de liquides inflammables, dans la cellule principale, n'impacte les autres autres stockages notamment de produits minéraux, en proposant des solutions ;
- veiller à ce que les produits présents en zones de préparation soient évacués dans la journée, restés sous surveillance avant évacuation et que les déversements éventuels ne puissent pas sortir du site ;
- veiller à ce que les rétentions mobiles au dessous des produits minéraux notamment restent bien positionnés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.5 et 3.7 annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des équipements

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 03/09/2025

Prescription contrôlée :

2.5. Installations électriques

a) L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

3.7. Vérification périodique des équipements

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

Constats :

Inspection du 30/04/2024 :

Lors de l'inspection du 30/04/2024, l'inspection des installations classées a constaté que le dernier rapport de contrôle des installations électriques datait du 11/03/2024, et que ce rapport faisait état de plusieurs observations.

Le jour de cette inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter un plan d'actions visant à solder ces observations.

Aussi, l'Inspection a constaté que le rapport précédent datait de 2022. L'exploitant a pourtant signé un contrat avec DEKRA pour la réalisation d'un contrôle annuellement.

L'inspection des installations classées demandait donc à l'exploitant :

- de lever l'ensemble des observations mentionnées dans le rapport de contrôle des installations électriques de 2024 et de transmettre les justificatifs à l'Inspection sous 3 mois ;
- de s'assurer que le contrôle des installations électriques soit réalisé périodiquement.

Inspection du 27/05/2025 :

Lors de l'inspection du 27/05/2025, l'inspection des installations classées a vérifié le dernier contrôle des installations électriques datant du 15/05/2025.

12 non conformités ont été relevées. L'exploitant avait prévu de les solder avant le prochain contrôle périodique.

Un contrôle thermographique a eu lieu le 13/05/2025 concluant à un risque faible des installations.

Par courriel du 12/09/2026 l'exploitant précisait qu'il avait d'ores et déjà traité les points critiques tels que ceux concernant le raccordement d'un des BAES ainsi que le pouvoir de coupure de la nouvelle climatisation installée, que les autres points seront réalisés prochainement, et qu'il devait revenir vers nous afin de nous informer de l'avancement de ces sujets.

Inspection du 17/03/2026 :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les 10 non conformités dont la principale concerne l'arrivée générale du TGBT n'avait pas été soldée. L'exploitant a indiqué, lors de l'inspection, s'engager à lever l'ensemble des non conformités du dernier rapport de contrôle avant le prochain de l'année 2026.

Par courriel du 18/03/2026, l'exploitant a précisé notamment, à l'inspection des installations classées, avoir relancé son prestataire qui s'occupe de la mise en conformité des installations électriques et avoir convenu avec lui d'une date d'intervention pour le 24 avril 2026, en fonction de la réception du matériel. Un devis signé a également été fourni.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant lève les non conformités du dernier rapport de contrôle des installations électriques, avant le prochain contrôle des installations électriques, et envoie les justificatifs de mise en conformité sous 3 mois , à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois